

La mise en place de la dématérialisation des documents d'urbanisme

Un atout au service des collectivités territoriales

Efficace, économique, démocratique... la dématérialisation des documents d'urbanisme est un atout pour les citoyens et les acteurs publics.

Numériser, c'est respecter les dispositions de la directive européenne INSPIRE qui vise la mise à disposition du citoyen d'informations géolocalisées sur les thématiques du développement durable (par exemple, un plan local d'urbanisme).

Un document d'urbanisme (plan local d'urbanisme, plan d'occupation des sols, carte communale) contient à la fois des pièces écrites et des plans. La dématérialisation d'un document d'urbanisme est la transcription de ce dossier papier en fichiers informatiques, pouvant être publiés sur internet, échangés et combinés.

À terme, tous les documents d'urbanisme dématérialisés seront accessibles via le Géoportail de l'urbanisme (GPU).

Les conditions de sa mise en œuvre sont déterminées par l'ordonnance n° 2013-1184 relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique du 19 décembre 2013. Au 1^{er} janvier 2020, tous les documents d'urbanisme seront ainsi accessibles à tous et librement.


Cette plaquette vise à vous fournir les contacts et informations nécessaires pour vous accompagner dans votre démarche de dématérialisation des documents d'urbanisme.

POURQUOI NUMÉRISER LES DOCUMENTS D'URBANISME ?

► **Renforcer la démocratie locale :** en numérisant, il est possible de diffuser sur internet les informations sur les



MINISTÈRE
DU LOGEMENT,
DE L'ÉGALITÉ
DES TERRITOIRES
ET DE LA RURALITÉ



documents et les règles d'urbanisme attachés à chaque parcelle, permettant à chacun de s'informer sans contraintes. Cette modernisation des outils contribue aussi à l'accélération de l'instruction des demandes d'autorisations du droit du sol.

◆ **Réaliser des économies budgétaires :**

en transmettant les documents sous forme dématérialisée aux personnes publiques associées tout au long des procédures d'élaboration ou de révision, les collectivités territoriales réalisent des économies substantielles de frais de reprographie. La mise en ligne du document d'urbanisme que permet la dématérialisation réduit également la charge de l'accueil en mairie des administrés souhaitant consulter l'information urbanistique.

◆ **Participer à l'efficacité et à la modernisation des services :**

les services d'urbanisme et d'aménagement des collectivités peuvent travailler directement sur des documents dématérialisés, ce qui leur permet plus aisément de croiser les analyses dans la phase d'étude, de tester différents scénarios et ensuite de faire des modifications.

◆ **Favoriser le développement de la connaissance :**

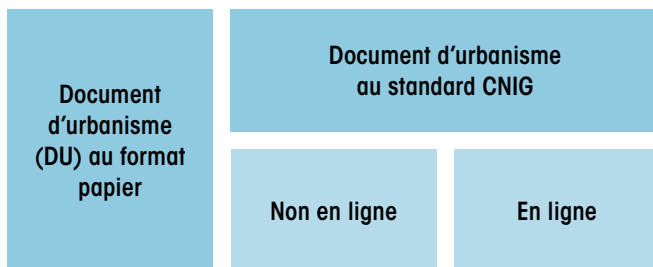
la dématérialisation de l'information urbanistique permet des mises à jours plus régulières, des regroupements de données à l'échelle supra-communale et des interactions avec les autres sources d'informations pertinentes sur le territoire (gestion des réseaux du foncier, gestion du droit de préemption urbain...)

Intégré dans un SIG, le document d'urbanisme permet un réel suivi et une analyse prospective de la consommation de l'espace.

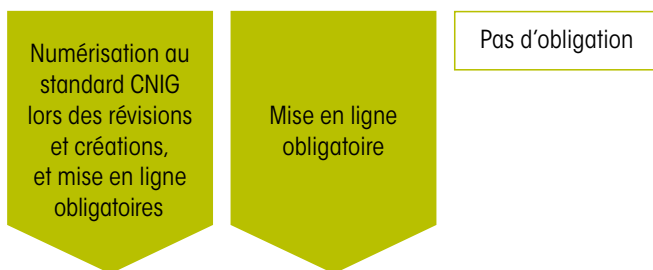
◆ **Respecter les exigences réglementaires :**

reprenant les dispositions de la directive Inspire, l'ordonnance n° 2013-1184 relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique du 19 décembre 2013 oblige les collectivités territoriales à numériser leurs documents au standard établi par le Conseil national de l'information géographique.

DES ÉCHÉANCES DE RÉALISATION FIXÉES PAR L'ORDONNANCE N° 2013-1184 DU 19 DÉCEMBRE 2013



----- 1^{er} janvier 2016 : obligation de mettre en ligne les DU* -----



----- 1^{er} janvier 2020 : publication des DU sur le GPU* -----



* Obligations légales prévues par l'ordonnance du 19 décembre 2013 (la mise en ligne pouvant s'effectuer sur le site de la municipalité, etc.)

LA NUMÉRISATION AU CNIG

Institué par la directive Inspire, le Conseil national de l'information géographique (CNIG) produit un standard de numérisation, dit standard CNIG qui s'accompagne de métadonnées à compléter. C'est cette standardisation que les collectivités territoriales doivent adopter pour la numérisation de leurs documents d'urbanisme.

LA PASSATION DES MARCHÉS

Si elle est prévue lors de la consultation des bureaux d'études, la numérisation au standard CNIG ne génère aucun surcoût. À l'inverse, cela peut même permettre des gains de productivité grâce à l'utilisation de données géoréférencées qui n'auront pas à être renumérisées.

Par conséquent, les collectivités sont invitées à porter une attention toute particulière à la passation des marchés avec leurs prestataires intervenant dans l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme (agence d'urbanisme, bureau d'étude, etc.) afin qu'ils prévoient la publication des documents numérisés au standard CNIG.

Un guide méthodologique pour la réalisation d'un cahier des charges est disponible sur le site internet du ministère du Logement, de l'Égalité des territoires et de la Ruralité.

L'ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITÉS PAR LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES - ET DE LA MER (DDT-M)

Les collectivités peuvent se rapprocher de leurs correspondants habituels en DDT-M pour toute information complémentaire et notamment pour :

- comprendre les obligations qui s'imposent à elles ;
- être conseillées sur la réalisation d'un cahier des charges ;
- récupérer les données existantes au standard CNIG le cas échéant.

VOS CONTACTS EN DDT-M